

II. Eerste Wereldoorlog - Première Guerre mondiale

LAURENCE VAN YPERSELE, EMMANUEL DE-BRUYNE, CHANTAL KESTELOOT

Bruxelles, la mémoire et la guerre (1914-2014)

Bruxelles, La Renaissance du Livre, 2014, 350 p.

Le raz-de-marée commémoratif qui a submergé culturellement et surtout médiatiquement l'année 2014 à l'occasion du Centenaire de la "Grande Guerre" n'est sans doute comparable – mais un degré en-dessous et pour d'autres raisons – qu'à celui qui avait imprimé sa marque sur le cinquantième anniversaire de la Libération, en 1994. Et comme lui, en se retirant, il aura abandonné sur les plages de l'historiographie belge, entre les inévitables rééditions et les non moins inévitables "morceaux de bravoure" de circonstance déclinés souvent sous forme de souvenirs, l'une ou l'autre étude estimable, voire originale. Dans ce registre, nous nous limiterons ici à la recherche assez classique dans son approche post-moderne mais de bon aloi par son caractère exhaustif qui a été consacrée à *Bruxelles, la mémoire et la guerre (1914-2014)* par trois auteurs (Laurence Van Ypersele, Emmanuel Debruyne et Chantal Kesteloot) déjà connus pour leur approche scrupuleuse de l'histoire-société, dans le cadre général des conflits mondiaux. Leur démarche visait à relever et à mettre historiquement parlant en perspective toutes les traces mémorielles de "14-'18" laissées dans le paysage de la région bruxelloise au cours du siècle écoulé. Vaste programme, car il s'agissait de surcroît d'intégrer à cette analyse le positionnement des différents cadres sociaux de cette mémoire (anciens combattants, victimes de guerre,

organisations patriotiques ou corporatives, Églises ou notabilités,...) et de se pencher sur les processus de décision qui ont présidé à la mise en place de tel ou tel monument patriotique, tout en essayant dans la foulée d'appréhender les évolutions de l'opinion sur la question au fil des décennies.

La recherche a été conduite à partir d'une base de données récoltée de manière systématique, autant que faire se pouvait, à partir de différentes sources : bibliothèques, archives, institutions scolaires, paroissiales ou corporatives, autorités communales, WEB, etc...Les résultats ont répondu à l'attente puisque plus de 600 "traces mémorielles" ont été repérées et étudiées à travers les 19 communes de la région-capitale. Au seul niveau de la voirie, d'un point de vue strictement quantitatif, la "Grande Guerre" a inspiré directement ou indirectement les dénominations de quelque 179 rues, 75 avenues, 20 places, 12 boulevards, 12 squares et deux impasses, la grande majorité de ces voies (214) étant désormais dédiées au souvenir héroïsé de citoyens-lambda tombés "face à l'ennemi" (sur le front comme soldats ou au champ de tir de Schaerbeek comme résistants), quand il ne s'agissait pas de personnalités éminentes ayant fait montre de courage civique sans vraiment courir de risques réels, du roi Albert au cardinal Mercier, en passant par Adolphe Max, la "Reine-infirmière", Brand Whitlock etc., etc.,...Si les monuments patriotiques, d'ordinaire à vocation collective (sauf quand, précisément, il s'agissait d'honorer une personnalité éminente), s'avèrent quantitativement moins nombreux, ils sont quand même au nombre de 124. La grande majorité d'entre eux figure dans des espaces publics, la mineure part, presque toujours liée à une institution

initiatrice et porteuse de leur érection, étant reléguée à l'intérieur du bâtiment abritant ladite institution (établissement scolaire, grand' poste, gare...).

Quelques constatations émergent de ce travail. D'abord, la précocité extrême de certains de ces "lieux de mémoire" : dès le début du mois d'août 1914, à l'annonce de l'invasion germanique, des noms de rues à consonance allemande changent au profit d'une terminologie plus nettement tricolore... ou plus neutre (le 14 août, la rue d'Allemagne, à Anderlecht, se contentera de devenir la rue des Belges tandis que Forest se permet de transformer la "rue Duden" en "rue des Alliés"). Si ce mouvement est bien entendu à peu près stoppé dès le 20 août 1914, jour de l'occupation de la capitale, il se poursuivra ici et là en catimini, derrière des dénominations "innocentes" (une "rue des Braves" à Koekelberg en août 1915, une "avenue des Volontaires" à Woluwé-Saint-Pierre en avril 1916...) reprendra et s'accélénera dès les lendemains de l'Armistice sous la pression populaire. En effet, deuxième constatation, la nouvelle nomenclature toponymique inspirée par l'air du temps est impulsée par les autorités communales et les associations d'anciens combattants, elles-mêmes soutenues par la volonté populaire. Il en va de même pour les (ré)inhumations solennelles de soldats ou de patriotes victimes de l'ennemi ou pour la moisson de "monuments aux morts" des années 1919-1923, "Soldat inconnu" excepté. Car – troisième constatation ! –, dans ce réaménagement de l'espace monumental bruxellois, qui pourrait paraître capital pour l'expression d'une identité nationale belge, le pouvoir central intervient finalement peu, avec circonspection, et dans un respect un peu pingre des normes budgétaires. Ainsi, il

n'y aura pas un "grand monument national" voué à célébrer les sacrifices consentis lors du conflit mondial à l'échelle du pays, malgré des velléités dans ce sens, et on se satisfera en 1922 de déposer les restes de "notre" Soldat inconnu au pied de la colonne du Congrès, déjà en place depuis plusieurs décennies. Quant à ce qui concerne l'érection de monuments aux morts des différentes communes, les autorités centrales n'acceptaient de subsidier que ceux qui présentaient "un caractère artistique", et ce, seulement, à concurrence d'1/3 du montant global. Les protestations des pouvoirs locaux parviendront à modifier quelque peu cette donne, mais elle était exemplative d'un certain état d'esprit dans les hautes sphères ministérielles. Avec le temps, l'expression d'un puissant unanimité populaire et national s'étiola dans l'ensemble du pays avec le développement de la "Question flamande". Si la région bruxelloise sembla échapper, mémoriellement parlant, à ses ressacs, la statuomanie ambiante, pour sa part, tendit à se fragmenter sur une base corporative... tout en préservant la part d'initiatives locales sur le terrain : on se mit désormais à inaugurer des monuments aux Aviateurs, aux Postiers, aux Cheminots voire aux Forains ou aux Colombophiles patriotes. La Seconde Guerre mondiale relança un mouvement qui tendait à s'essouffler, en lui redonnant des publics massifs et une bienveillance renouvelée des services publics mais sans bouleverser les rituels et les cadres mémoriaux du conflit précédent, désormais bien rodés; les supports monumentaux de "'14-'18" servirent ainsi à accueillir les noms des victimes de "'40-'45" tandis que l'odonymie, avec ses "rues du Maquis" et autres "places des Réfractaires" s'enrichissait de concepts inconnus une génération auparavant...

Cela ne rajeunissait évidemment pas les "Anciens" de l'Yser. Au fil des années '70 et '80, avec la disparition de l'immense majorité d'entre eux et du gros de leur génération, les valeurs dont ils étaient *volens nolens* porteurs s'effacèrent peu à peu de la Cité dans une indifférence grandissante, cédant le haut du pavé à d'autres dieux, d'autres idoles, mais mieux en phase avec leur époque. On pourrait encore écrire bien des choses là-dessus. On se contentera de conseiller la lecture attentive de cet ouvrage, riche en découvertes, enrichi de nombreuses illustrations de qualité et d'un apport certain pour tout ce qui touche au domaine de l'"histoire publique".

Alain Colignon